

# L'ÉGALITÉ

JOURNAL DES INTERÊTS DE TOUS.

POLITIQUE, AGRICULTURE, INDUSTRIE, COMMERCE, SCIENCES, LITTÉRATURE, BEAUX-ARTS, ETC.

## SOMMAIRE.

Les factieux impuissants. — La fête du peuple et de l'armée. — Encore les communistes. — **La vie à bon marché.** — Les paroles du général Duvivier à la garde mobile. — **La grande liste des Candidats de Paris.** — Le procès des chartistes. — La victoire des Italiens et la poudrière de Peschiera. — **Patriotisme des dames hongroises.** — Les frères d'Abd-el-Kader à Toulon. — **Assassinat du sous-député de Bolbec.** — M. et madame Metternich réfugiés à Londres incognito. — Faits divers. — Bourse.

## Paris, 20 Avril.

Rendons grâce du fond du cœur aux hommes qui fondent leur espérance sur les hasards de l'anarchie, aux hommes qui se réjouissent des angoisses de la patrie, et qui comptaient sur la faiblesse des honnêtes gens pour assurer leur abominable triomphe. Ces hommes-là ont rendu, dans ces derniers jours, un grand service à la République.

Un malentendu funeste avait divisé, depuis quelque temps, les diverses fractions de la population parisienne. On peut le dire maintenant que le danger est passé. La prudence des uns avait paru cacher des idées de réaction, on craignait que l'ardeur des autres ne produisît des agitations stériles. La défiance ne s'était pas complètement calmée, et les deux camps se surveillaient avec une jalousie soupçonneuse.

Aujourd'hui, le peuple tout entier a pu se connaître et s'entendre; animé d'un même dévouement pour la République, rempli d'une égale ardeur pour la défendre, il a fraternisé avec un admirable enthousiasme dans les rangs de la garde nationale; il lui a suffi de l'apparence seule du danger pour manifester ses sentiments véritables; il a reconnu dans cette étreinte fraternelle, qu'il était sous l'impression d'un sentiment commun, et tout malentendu a, dès cet instant, disparu. Désormais, il se connaît, il s'est senti les coudes, qu'on nous permette cette expression, et l'on ne parviendra plus à l'entraîner dans des défiances nouvelles. Tout le monde comprend aujourd'hui, que le peuple de Paris, le vrai peuple, et le seul, c'est la garde nationale tout entière, et que quiconque aurait la pensée de combattre hors de ses rangs, est, dans toute l'énergie du mot, un factieux et un traître.

Les deux journées de dimanche et de mardi seront une solennelle époque dans l'histoire de notre jeune république; elle a trouvé sa base véritable dans l'unanimité du sentiment public, elle a mesuré ses forces, elle a compté ses ennemis.

Les insensés, qui ne méritent pas même le nom de parti! Que veulent-ils? Qu'espèrent-ils de leurs obscures manœuvres? S'imaginent-ils que la France soit assez avilie, ait assez peu le sentiment de sa force et de sa dignité, pour accepter le joug qu'ils lui préparent? Prétendent-ils que trente-six millions d'hommes subiront sans résistance l'oppression d'une poignée de maniaques? Factieux hypocrites qui feignent de s'appuyer sur le suffrage du peuple et qui tentent de lui imposer les chimères qu'ils ont rêvées dans leur orgueil et dans leur folie! Hommes d'État de la rue, qui ont si peu profité des leçons du passé qu'ils croient pouvoir mépriser le vœu de l'opinion publique, et gouverner un grand peuple malgré lui! Que faut-il admirer le plus de leur délire ou de leur ignorance?

Cherchez dans l'histoire du monde, feuillotez les archives des nations et trouvez-y si vous pouvez un gouvernement-non issu de la conquête qui ait duré par la seule énergie d'une minorité violente, contre le vœu unanime des peuples. Trouvez-le et nous nous avouons vaincus. Mais ne l'espérez pas. Le mirage sanglant de la terreur vous fascine et vous attire. Cette époque terrible devrait vous servir de leçon. En vain vous prétendriez être plus habiles ou plus forts que les hommes de ce temps. Tenez pour certain que vous succomberiez comme eux et plus honteusement encore. Il y a une loi de l'histoire qui ne souffre pas d'exception, c'est que tout excès amène une réaction inévitable, c'est que toute violence reçoit son châtiement, c'est qu'il est impossible de rien fonder de durable qui ne soit conforme aux mœurs, aux instincts et aux idées du temps où on essaye de le faire prévaloir.

Nous ne voulons pas vous parler au nom de cette République que vous haïssez parce qu'elle vous repousse, et que vous n'aimez que votre pouvoir et votre orgueil; mais si l'ivresse de cet orgueil n'a pas encore obscurci votre raison, nous vous parlons au nom de votre propre sécurité; n'essayez pas de la violence, votre arme se briserait dans vos mains; ne tentez pas d'opposer votre bras débile au bras de la France, une semblable tâche est au-dessus de vos forces; ne comptez pas substituer votre volonté insensée à la volonté de tout un peuple, elle succomberait sous la dérision et sous le mépris public.

Pour nous, nous avons plus de confiance dans la puissance des idées et dans l'inévitable autorité de la Providence. Admettons pour un instant que par impossible vous pussiez triompher, un instant; que tout ce qu'il y a d'honnêtes gens dans Paris ne parvienne pas à avoir raison de votre audace; que la province, qui chasse aujourd'hui avec tant d'énergie les condottieri politiques qui s'étaient crus autorisés à détrousser les consciences, que la province indignée ne se lève pas comme un seul homme, et ne vous écrase pas dans votre repaire, que vous soyez assez forts enfin pour vous agiter victorieux sur les ruines de la patrie. Nous savons bien que votre règne serait de courte vie. Nous savons bien qu'il ne vous serait pas donné d'épuiser cette soif insatiable de pouvoir, pour laquelle vous ne craignez pas de compromettre la destinée de votre patrie. Vous tomberiez inévitablement dans votre propre sang et la France éperdue, obéissant à la nécessité fatale qui pousse les peuples épuisés par la violence, se jetterait dans les bras du premier despotisme qui promettrait de le protéger contre vos fureurs.

Est-ce le despotisme que vous voulez? nous sommes disposés à le croire. Un semblable désir perce assez dans vos allures et dans vos paroles. Dites-le donc franchement. Pour nous qui voulons la liberté, nous sommes prêts à la défendre; nous savons qui vous êtes, et combien vous êtes.

## L'ARMÉE ET LA TRINITÉ DU PEUPLE.

La garde nationale et la classe ouvrière ont fait leurs manifestations; elles ont prouvé qu'un égal patriotisme les animait; unies dans les mêmes rangs, confondues sous la même bannière et sous le même uniforme, elles ont marché ensemble en criant: Vive la République!

A ces deux grandes fractions du tout-national, va se mêler étroitement la troisième: — l'armée! — L'armée issue de nos rangs, — l'armée qui nous donne la gloire au prix de son sang généreux, l'armée qui est composée de nos frères et de nos fils, l'armée qui est peuple, — surtout sous l'ère de la République, lorsque chaque soldat est un citoyen jouissant de la plénitude de ses droits!

L'affranchissement de l'armée naguère esclave, sera célébré avec amour au nom de l'égalité. — Nous presserons entre nos bras des frères qui refusaient naguère d'étouffer les efforts de la liberté naissante, en pleurant sur le sacrifice d'un point d'honneur respectable et qui désormais ne sera plus odieux, — car aucune faction ne saurait nous désunir.

Salut à l'armée! — que son retour dans le sein de la grande cité soit une marche triomphale! — Qu'elle vienne partager nos travaux pacifiques, — qu'elle coopère au règne de l'ordre et de tous les sentiments libéraux, qui germent et se développent si bien dans les cœurs de nos braves soldats.

L'armée est composée des défenseurs de la Patrie; — la garde nationale est sa sœur jumelle; — le peuple tout entier est dans la garde nationale et l'armée, qui forment ainsi avec lui, la trinité individuelle de la famille française!

Vive l'armée! Vive le peuple! Vive la France!

Halte-là! peuple de 1848.

Vous voulez l'ordre, — et vous avez raison. Ayez-en l'amour; n'en ayez pas le fanatisme.

Savez-vous ce qu'on a fait autrefois?

Au seizième siècle, il y avait des Huguenots. Il suffisait qu'un homme passât par les villes ou par les campagnes, qu'on le désignât du doigt comme un Huguenot, pour que la foule le poursuivît avec des pierres. — Les Huguenots ne demandaient que la liberté de pensée.

Dans la première révolution, aux années de disette, on avait inventé les *accapareurs*. Avec ce mot-là, on faisait massacrer sans pitié, sans enquête, au coin de la borne, un citoyen innocent.

Plus tard, en 1832, on a renouvelé les barbaries du moyen âge. Le choléra emplit la ville de deuil et de terreur. Un homme passait près d'une fontaine publique: C'est un empoison-

neur, criait une voix; et tout aussitôt on courait à cet homme; il était abattu et ne se relevait pas.

Vous rappelez-vous encore les *bousingots*, les *républicains*? C'est contre eux que la dynastie armait les colères du peuple et les fusils de la garde nationale. Les républicains sont vainqueurs.

Eh bien! qu'avez-vous fait, citoyens de Paris, que faites-vous?

Vous créez un nouveau mot pour indiquer à la vengeance sommaire de la foule égarée, une classe de citoyens dont les idées ne sont pas les vôtres.

Vous criez: C'est un *communiste*! et l'homme désigné est arrêté, maltraité, jeté en prison.

Ah! prenez garde de recommencer des cruautés qui ne sont pas dignes d'un peuple avancé, et des manœuvres perfides qu'il faut laisser à des monarchies arriérées.

Néanmoins pas le nom d'une secte philosophique à des fauteurs de troubles; n'en faites pas un titre à la réprobation publique.

Les communistes peuvent se tromper; mais il en est, qui, dans le silence du cabinet, rêvent sincèrement le bonheur, le progrès de l'humanité.

Croyez-vous qu'il n'y ait pas aujourd'hui des gens bien repentant d'avoir combattu les représentants du vrai dogme de la République de 1848.

Au nom de la liberté et de la fraternité, il faut laisser à chacun la faculté de produire ses idées, ses utopies mêmes.

Ne vous préparez donc pas des regrets et des remords pour l'avenir; car, qui sait, dans l'utopie d'hier on trouvera peut-être demain des lumières nouvelles pour éclairer les destinées du monde.

Nous approuvons hautement les deux derniers décrets du Gouvernement provisoire rendus, l'un pour supprimer l'octroi sur la viande, l'autre pour annoncer une modification dans la perception des droits d'entrée sur les boissons. Toute mesure qui aura pour but de procurer la vie à bon marché au peuple et surtout aux travailleurs, mérite les sympathies de tous les vrais républicains, de tous les bons citoyens.

Nous approuvons aussi l'article 2 du premier décret, lequel annonce que les droits d'octroi supprimés seront remplacés par des impôts somptuaires et par une taxe progressive sur les propriétaires et sur les locataires qui occupent un loyer de 800 fr. et au-dessus.

Il nous semble cependant qu'il sera important de déroger à la disposition qui doit s'appliquer aux locataires, en faveur des industriels et du petit commerce.

Il faut qu'une boutique soit d'une dimension bien restreinte pour qu'elle ne coûte pas plus de 800 fr. de loyer; quant aux ateliers, on sait qu'ils payent des prix énormes, et qu'ils donnent lieu en outre à des impôts déjà fort considérables.

Augmenter ces impôts, ce serait grever d'une autre manière et le travail et la vie de l'ouvrier; nous ne pensons pas que telle puisse être jamais l'intention du Gouvernement.

## LA VIE À BON MARCHÉ.

M. Lamartine le disait, il y a deux ans, à la chambre des députés: procurer aux populations la vie à bon marché, tel doit être le but de tous les gouvernements qui veulent fonder sérieusement leur puissance pour l'avenir.

Nous ne doutons pas que l'Assemblée nationale constituante ne soit disposée à se préoccuper vivement de cette importante question. Il nous semble, toutefois, qu'en attendant le Gouvernement provisoire aurait pu prendre quelques mesures urgentes en ce sens; tel serait, par exemple, un système provisoire de taxe de la viande, cette denrée de première nécessité, sur laquelle les bouchers à Paris réalisent, en ce moment, des bénéfices énormes, 80 ou 100 p. 0/0, assure-t-on. Il est certain, en effet, que le prix des bestiaux a subi une baisse considérable sur les marchés, et que la population de Paris ne s'est nullement ressentie de cette baisse.

Il est encore d'autres parties de la question générale des subsistances sur lesquelles le Gouvernement provisoire pourrait préparer, dès aujourd'hui, des travaux, dont l'Assemblée nationale constituante aurait à profiter.

On s'est beaucoup préoccupé de l'organisation du travail industriel, et l'on a nommé, pour cet objet, une commission spéciale. On a compris que les ouvriers souffraient, que leur travail, opprimé par le capital et par la spéculation, demandait de prompts et efficaces secours. On est venu à son aide. Nous pensons qu'on a bien fait.

Mais, est-ce bien là tout ce qu'il y avait à faire? ne devait-on pas songer aussi un peu aux souffrances d'autres ouvriers qui, pour n'avoir pas de représentants directs auprès du Gouvernement, n'en sont pas moins intéressés: nous voulons parler des ouvriers de la terre, des agriculteurs! Qu'a-t-on fait pour eux?



Et pourtant, de bonne foi, est-il une industrie qui ait eu plus à souffrir de la tyrannie de l'argent, de l'usure, que cette agriculture, la mère nourrice de la nation? Demandez aux gens de la campagne, aux fermiers, aux métayers, aux petits propriétaires, combien leur coûte l'argent dans les années de disette; c'est à douze, quinze et vingt pour cent qu'ils empruntent.

N'y a-t-il pas lieu de songer un peu à eux?

N'y avait-il pas lieu surtout de leur demander compte des cultures qu'ils pratiquent sur les champs fertiles auxquels ils ont mission de faire produire les subsistances du pays, de faire examiner ces cultures par des inspecteurs ou des commissaires compétents, afin de savoir, en peu de temps, si l'agriculture française fait bien pour l'alimentation des nationaux tout ce que la nature lui permet, tout ce que l'humanité lui ordonne de faire?

C'était par là qu'il fallait commencer. On aurait reconnu alors que la France, l'un des pays les plus mal cultivés de l'Europe, ne produit pas la moitié de ce que son territoire peut et doit fournir; on aurait su ce qu'il y a de terres en friches, de landes, de biens communaux consacrés à la vaine pâture, de marais abandonnés, de terres appropriées à des cultures inutiles ou à des spéculations temporaires; on aurait su enfin combien de bras parisiens, aujourd'hui sans emploi, l'agriculteur, qui se plaint de manquer de travailleurs, pourrait employer utilement et immédiatement. Quels magnifiques ateliers nationaux ne pourrait-on pas créer dans les quatre-vingt-six départements de la France!

La commission des travailleurs, exclusivement préoccupée de théories industrielles, a laissé de côté ces graves questions; à notre avis, elle a eu tort. Là elle pouvait trouver des moyens de mettre à l'essai, dès à présent, les divers systèmes d'organisation du travail, de communauté et d'association qui lui étaient proposés. Là aussi elle trouvait une source prompte et sûre de prospérité pour tout le monde, en facilitant la culture des terres et peut-être aussi la diminution de prix des denrées de première nécessité.

En formant des armées de travailleurs agricoles qu'il aurait immédiatement dirigées sur les biens communaux et sur les terres incultes, le Gouvernement provisoire aurait augmenté la confiance des départements et employé plusieurs milliers de bras; il aurait en outre préparé, pour la saison qui va s'ouvrir, de bonnes et utiles cultures dans des terrains entièrement perdus ou consacrés à des exploitations industrielles complètement inutiles à l'alimentation.

Dans un prochain article, nous indiquerons les principaux abus qui entravent l'exploitation agricole de la France.

La mauvaise foi de quelques faux républicains qui veulent se faire prendre au sérieux par des excès de tous genres, mérite d'être signalée au sujet des candidatures de plusieurs littérateurs. L'on ne saurait assez s'élever contre l'accusation adressée par certains organes de l'ultra-républicanisme aux gens de lettres qui ont signé des feuilletons ou des articles variétés dans des journaux dynastiques. Chacun sait cependant que l'article variétés, ainsi que le feuilleton, étaient des terrains neutres, que le même auteur écrivait souvent à la fois dans deux feuilles de couleurs opposées; qu'Eugène Sue et Georges Sand, par exemple, ont émis des doctrines socialistes fort avancées dans les *Débats* et même dans l'*Epoque*, dont le souvenir a été tiré de l'oubli à point nommé pour jeter un blâme sur un de nos plus dignes candidats littéraires.

Un mépris profond est dû à ces injustes atteintes portées à l'indépendance des lettres.

Il paraît bien que décidément la *Réforme* n'est pas un journal républicain. Nous nous étions figuré jusqu'à présent que la démocratie circulait dans ses veines avec une surabondance apoplectique; il n'en est rien!

En effet, à compter d'avant-hier, la République est plus fermement assise, plus sûre d'elle-même, plus confiante en ses destinées que jamais; le mythe de la réaction a pâli jusqu'à s'éteindre; mais la *Réforme* tenait à son mythe comme à une possibilité dont elle aurait voulu faire une probabilité: elle le pleure et cherche à le faire revivre.

Cette réaction lui tenait bien à cœur.

Etait-ce plus? — Une ambition, une espérance!

Nous l'ignorons; mais elle pleure son fantôme.

*Et noluit consolari quia non est.*

Les paroles violentes du journal et les provocations incendiaires qu'il lance sur cette grande ville de Paris, ce foyer de civilisation toujours ardent qui vient de proclamer la République, n'étaient point de nature à faire aimer la République à ceux qui ne savent même pas ce que c'est.

La journée de dimanche, en montrant l'unanimité de la ville républicaine par excellence, Paris, — à défendre l'ordre, la sûreté publique, le Gouvernement qui sauvegarde lui-même provisoirement les intérêts de tous, a expliqué aux Parisiens sceptiques d'abord, puis aux citoyens sceptiques et incrédules des départements; ce que voulait et ce qu'était cette République.

La République naissante s'est brusquement séparée d'une minorité dangereuse et anarchiste. La République naissante a compté ses baïonnettes et ses cœurs.

N'était-ce pour elle qu'une veine de polémique ouverte pour longtemps?

#### Le candidat de la Société des gens de lettres.

La Société des gens de lettres s'est réunie, avant-hier, lundi, à midi, dans le but de choisir un candidat à l'Assemblée nationale, destiné à être présenté et soutenu ensuite par les six sociétés réunies des auteurs dramatiques, des gens de lettres, des peintres, des musiciens, des artistes dramatiques et des artistes industriels.

MM. Canchois-Lemaire, Étienne Arago, Esquiros et Thoré étaient seuls sur la liste des candidats.

MM. Étienne Arago et Thoré, empêchés par d'autres devoirs, n'étaient pas présents. MM. Canchois-Lemaire et Esquiros ont

répondu aux diverses interprétations qui lui ont été adressées.

L'entrée dans le lien de réunion de M. Victor Hugo, élu la veille par la Société des auteurs dramatiques, a produit une vive sensation. Le bureau s'appuyant sur l'absence de messieurs Eugène Sue, Alexandre Dumas, Balzac et autres sommités littéraires, avait invité la Société à ne voter que pour des membres qui pussent s'engager à se rendre à l'assemblée générale des six Sociétés.

Un des membres de la réunion a pris la parole et a dit que, malgré l'honorable position littéraire de chacun des candidats, il lui semblait que la Société des gens de lettres ne serait suffisamment représentée par aucun d'eux, qu'un nom européen était seul digne d'être choisi par elle, dût-on faire le même choix que les auteurs dramatiques.

Aussitôt M. Victor Hugo, quittant sa place, s'est dirigé vers le centre de la réunion; il a dit que la motion du préopinant l'honorait et le touchait profondément, mais que la Société renoncerait à un avantage en reportant sur lui une nomination déjà assurée ailleurs.

Pour sa part, il défendrait toujours la cause des lettres quoi qu'il arrivât; il les représenterait avec zèle lors même qu'il eût été choisi spécialement ni par l'une, ni par l'autre des sociétés littéraires.

Après quelques chaleureuses paroles sur ce texte, M. Hugo a examiné successivement les titres de chacun des candidats; il a dit que tous quatre lui paraissaient parfaitement dignes des suffrages de l'Assemblée, mais que par convenance il s'abstiendrait de dire publiquement sur lequel d'entre eux il arrêterait son choix personnel.

M. Victor Hugo a fait suivre cet exposé d'une éloquente profession de foi pleine de sincérité, de noblesse et d'enthousiasme; il ne s'est pas posé en républicain de la veille, il a également décliné la qualité de républicain du lendemain; mais il a envisagé la question républicaine pour la France comme une question de grandeur et d'influence sur l'Europe et le monde. Il a énergiquement versé le blâme sur les gouvernements absolus qui se déshonorent par la tyrannie, et a terminé par des appréciations politiques qui font le plus grand honneur à son caractère et à son talent.

De vifs applaudissements ont couronné ce discours après lequel M. Alphonse Esquiros a été nommé dès le premier tour de scrutin; deux voix ont été perdues; M. Hugo en réunissait encore un nombre assez considérable, malgré son refus, à cause de la sympathie qu'avait inspirée son improvisation, et surtout à cause de l'honneur que la Société devait ambitionner de présenter comme candidat un poète, un écrivain, un penseur si véritablement illustre.

#### DE LA PROPRIÉTÉ.

(PREMIER ARTICLE.)

Peu de jours se sont écoulés depuis notre fondation, et nous regretterions d'avoir laissé passer ce peu de jours sans aborder résolument les questions de doctrine qui se rattachent à notre programme, si la ligne que suivent nos idées n'avaient pu clairement apparaître dans ce que nous avons publié.

Qui eût dit qu'un jour, des questions aussi fondamentales de l'ordre social que la propriété et la famille, seraient remises en question, au nom même de la religion, qui a consacré formellement la famille et la propriété?

Aux yeux d'un observateur superficiel, — ces discussions de principes, atteignant les proportions de luttes politiques et sociales, compromettent et la propriété, et la famille, et la religion elle-même.

Aux yeux du philosophe, elles ne compromettent rien de ce qui est éternel, comme l'homme et la nature. Elles ont seulement pour objet de mettre dans leur jour de nouvelles faces de la vérité, — de faire jaillir de nouvelles lumières, — de concourir au progrès.

Toute doctrine excessive renferme dans son sein son principe de mort; mais elle a sa mission.

On a dit avec raison que, dans un gouvernement fondé sur l'opinion publique, l'opposition avait un rôle salutaire; — nous partageons cette conviction, en la généralisant.

Nous croyons que toute doctrine excessive, soit exagérée dans le sens de ce qui est, soit exagérée dans le sens de ce qui n'est pas et de ce qui ne peut être, — produit tantôt un mouvement, tantôt une réaction salutaire.

C'est un mirage ou un épouvantail.

Le laisser-aller, l'indifférentisme est l'effet des situations trop uniformes, de celles où l'habitude prend toute la place de la volonté.

Il se peut, il arrive — que l'égoïsme s'endorme sur la propriété, oubliant l'aumône.

Il se peut, il arrive — que l'envie fasse négliger la jouissance des biens que l'hérédité ou le travail nous a départis.

Le jour où la souffrance du pauvre jette un cri puissant — partout entendu, l'égoïsme a honte, s'il n'est pas invétéré; il a peur, s'il s'est ancré dans l'âme humaine. Le droit commun, à défaut de la charité, reprend la place qu'il avait perdue.

L'envieux, qui se souvient tout à coup de ce qu'il a, en s'apercevant qu'il risque de le perdre, détourne de quiconque est au-dessus de lui — son regard de concupiscence.

Somme toute — un ébranlement n'est pas tout malheur; il dégrise l'homme des sentiments factices; il le fait rentrer brusquement dans les réalités.

Les rêveries, les utopies, les projets insensés sont de vaines fumées que les révolutions exaltent et bientôt dissipent.

Nous disons *bientôt*, surtout en pensant à notre époque; attendu que nous sommes justes envers elle, confiants en elle.

Il est impossible que l'histoire, tant et si bien étudiée, que l'instruction si répandue déjà parmi nous, quoiqu'on en puisse dire, ne nous préservent point des écarts, excusables seulement chez un peuple barbare et enivré de sa naissante émancipation.

La propriété et la famille! c'est en leur nom que les ennemis

de l'ancien ordre de choses ont combattu. C'est au nom de la légitimité de la première, des saintes et pures joies de la seconde, que les apôtres ardents de l'humanité ont combattu, et qu'ils combattent encore!

C'est l'horreur de la prostitution qui a inspiré aux écrivains de ces dernières années, aux hommes de fantaisie, aux romanciers, leurs pages les plus éloquentes. Ils ont restauré l'idéal que nous poursuivons.

C'est l'horreur du vol et de la paresse et du paupérisme qui leur a gagné les cœurs de la foule, quand ils ont promis, pour l'avenir, — du travail, du bien-être, de la moralité pour tous. Quelques-uns, par malheur, ont imaginé, pour arriver à ce but, la destruction de la propriété et le mépris de la morale même.

Mais ceci n'a d'autre effet, Dieu merci, que d'exalter le respect de la morale et de la propriété! — Aujourd'hui il y a en France, pour représenter la propriété foncière, mobilière, industrielle, commerciale, intellectuelle, plus de vingt-cinq millions de propriétaires; les dix autres millions de Français revendiquent, à juste titre, leur part de propriété.

Ils l'auront.

Mais graduellement, sous peine de perdre jusqu'à l'espérance de la posséder.

Car les lois inviolables de la nature veulent que la semence séjourne dans le sol longtemps avant de porter ses fruits. Elle veut que les bonnes lois, comme un germe fécond, fertilisent le sol et la Société avant que l'heure de la moisson n'arrive.

La vie est une carrière; toute magistrature a mission d'en aplanir les difficultés, mais cet aplanissement lui-même est un travail. Patience!

Quant à ceux qui n'aspirent ni à la famille ni au travail, malheur à eux. Ces frères n'ont pas de part dans la ruche, d'où les abeilles les chassent.

L'immoralité et la paresse n'ont pas voix délibérative; elles n'ont droit, tout au plus, qu'à la pitié.

#### DES ÉLECTIONS.

Au-dessus de toutes les questions s'élève aujourd'hui, à une immense hauteur, celle des élections de l'Assemblée constituante; — car de l'Assemblée constituante seule dépend le sort présent et avenir de la République.

Que dans un état représentatif quelconque, une chambre législative soit médiocre ou même mauvaise, c'est un mal grave, mais un mal momentané. Le jour vient nécessairement où des mandataires indignes sont révoqués, où la chambre s'épure où se renouvelle; et une autre session peut porter remède aux fautes de la session précédente.

Il n'en est pas de même aujourd'hui; — l'Assemblée nationale constituante n'a pas de simples lois à faire, mais une constitution. Elle doit poser la pierre fondamentale de notre édifice politique, elle doit opérer une réforme sociale et appliquer nos principes de liberté, d'égalité, de fraternité.

Or, de deux choses l'une: — ou elle sera capable d'une tâche si grande, et elle nous fera une République glorieuse, aimée au dedans, chérie au dehors à tous les peuples qui ne voudront pas d'autre modèle de gouvernement; elle rendra la France plus prospère, plus digne d'être enviée par les nations; — ou, ce qu'à Dieu ne plaise, elle échouera dans ses travaux et les anciens abus mal déracinés produiront des dissensions exécrables.

Nous voulons, nous, nous voulons ardemment et sincèrement la République telle que nous la donnera l'Assemblée nationale; — la constituante commettrait-elle des erreurs, nous combattrions toujours ceux qui tenteraient de s'insurger contre ses décisions, nous nous bornerions à demander que ses erreurs fussent corrigées, nous travaillerions avec un zèle patriotique à obtenir des modifications par des moyens justes et pacifiques.

Mais, il n'en sera pas ainsi partout, car on ne saurait faire abstraction des imperfections de la nature humaine.

Des électeurs dépend donc maintenant le repos du pays, son bonheur, sa sécurité, sa gloire. — Que les Représentants du peuple soient des hommes vraiment dignes de le représenter; qu'aucune considération mesquine de clocher, de corporation, de métier, de coterie, n'influence nos votes.

Des députés honnêtes, capables, consciencieux, — des députés aptes à fonder un ordre de choses nouveau, des députés à vues larges, exempts de passions étroites, des députés qui sachent que l'intérêt général se compose de l'intérêt particulier de tous et de chacun, des députés enfin qui ne sacrifient pas la République et la patrie, à des idées plus ou moins personnelles, à des systèmes inexpérimentés, à des utopies pernicieuses, — tels sont les hommes par excellence que nous devons élire.

S'il faut dans l'Assemblée des députés spéciaux, des ouvriers initiés à tous les besoins, à toutes les souffrances de la classe laborieuse, — il y faut aussi de grands fabricants, de grands manufacturiers qui nous fassent sentir en quoi certaines mesures sollicitées de bonne foi, en faveur de telle ou telle corporation, pourraient être nuisibles ou funestes à la République.

S'il nous faut des travailleurs des villes, il nous faut aussi des travailleurs des campagnes; que les paysans et les agriculteurs ne soient pas les îlots de notre société moderne; sur eux pèsent les plus lourdes charges, les plus grands devoirs, ils payent les impôts directs les plus considérables, ils sont responsables de l'alimentation de la nation entière; — ils sont les pères nourriciers de la patrie; qu'ils soient donc traités en frères.

Depuis qu'on s'occupe, si malencontreusement, si maladroitement d'organisation du travail, pour quoi a-t-on compté le laboureur? — pour bien peu de chose, et en ceci l'on a montré un esprit de partialité condamnable jusqu'à l'absurde.

Et si l'on nous faut des ouvriers de la campagne, des paysans, — il nous faut encore, pour rétablir l'équilibre, de grands propriétaires qui nous rappellent les services journalièrement rendus par la grande propriété, en nous répétant qu'elle seule peut exécuter les améliorations nécessaires à notre bien commun. La grande propriété n'est, à vrai dire, que l'association très-réelle du capital et du travail, surtout dans les provinces où le possesseur du



sol contribue par moitié aux dépenses, et recueille par moitié les produits.

Il nous faut, en outre, des industriels, des militaires, des marins; — mais avant et par dessus toutes choses, il nous faut des hommes qui aient l'expérience des affaires publiques, des hommes pratiques en finances, en administration, en politique.

On ne fait une constitution solide et durable ni par des rêveries théoriques, ni par l'application de quelques connaissances spéciales.

Des hommes à idées générales, à vues d'ensemble, nous sont absolument nécessaires.

## ACTES OFFICIELS.

### Fête nationale et distribution de drapeaux.

Les dispositions suivantes ont été adoptées par le Gouvernement provisoire pour la fête de la Fraternité, qui aura lieu le jeudi 20 avril:

A sept heures, les gardes nationales et les troupes seront réunies et occuperont les places qui leur seront assignées depuis le carré Marigny jusqu'à la Bastille, et le long des deux quais.

A huit heures, les membres du Gouvernement provisoire se rassembleront au ministère de la guerre: ils en partiront à huit heures et demie pour se rendre sur l'estrade placée à l'arc de triomphe.

Au moment où ils prendront place, vingt et un coups de canon annonceront le commencement de la fête.

Les colonels des différentes légions et des détachements de l'armée, les chefs de bataillon de la garde nationale mobile, les colonels de la garde républicaine et de la garde civique, tous accompagnés de leurs portedrapeaux, seront rassemblés en face de l'estrade.

A neuf heures commencera la distribution des drapeaux.

Chaque colonel montera sur l'estrade et recevra d'un des membres du Gouvernement provisoire le drapeau qui lui sera remis.

Pendant la distribution des drapeaux, le canon tirera de minute en minute.

Le défilé commencera ensuite par bataillons en masse et par pelotons. Derrière les membres du Gouvernement provisoire seront placés:

Les membres du conseil d'Etat, les députations de la cour de cassation, de la cour des comptes, de la cour d'appel et des autres tribunaux, des officiers généraux de l'armée et de la marine, les sous-secrétaires d'Etat, les adjoints du maire de Paris, les principaux fonctionnaires administratifs, une députation du corps des ponts et chaussées, une députation du conseil de l'instruction publique, une députation de la commission de gouvernement pour les travailleurs, une députation des blessés de février et des anciens condamnés politiques.

Une salve d'artillerie annoncera la fin du défilé et le départ des membres du Gouvernement provisoire.

Le soir, la ville sera illuminée.

Paris, le 18 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Considérant que le rappel, battu intempestivement, est de nature à jeter le trouble dans la cité, à effrayer les esprits, à nuire au commerce, au travail, à l'industrie, en fatiguant inutilement la garde nationale;

Le Gouvernement provisoire fait savoir que le rappel ne peut être battu dans Paris que par ordre exprès du ministre de l'intérieur ou du maire de Paris, et, dans les circonstances exceptionnelles, de chaque maire d'arrondissement.

Toute contravention à cet égard sera sévèrement punie.

Le Gouvernement provisoire.

Décret:

MM. Baradé, ancien député, conseiller-maire à la cour des comptes;

Rivière de Larque, ancien député, conseiller référendaire de première classe;

Peyre, ancien député, conseiller référendaire de deuxième classe;

De Loynes, ancien député, conseiller référendaire de deuxième classe;

Sont suspendus de leurs fonctions.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 18 avril 1848.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux citoyens commissaires du Gouvernement provisoire dans les départements.

Paris, le 17 avril 1848.

Citoyens commissaires, plusieurs de vos collègues m'ont demandé si je transmettais des modèles de procès-verbaux pour les opérations des assemblées électorales de canton qui éliront les représentants à l'Assemblée nationale. Jusqu'à présent, et pour l'application des divers systèmes d'élections, le Gouvernement s'est borné à envoyer des instructions propres à diriger les bureaux de ces assemblées et à guider les secrétaires dans la rédaction des procès-verbaux. C'est un soin que j'ai pris en vous adressant, le 8 de ce mois, une instruction détaillée concernant l'exécution des décrets des 5 et 8 mars. Aux motifs qui avaient déterminé jusqu'ici l'administration supérieure à ne point arrêter de formules générales imprimées d'avance, s'en ajoutait un autre: c'était de laisser aux autorités locales une certaine latitude dans le choix des procédés à employer pour la pratique du nouveau système électoral, qui diffère si essentiellement de ceux qui l'ont précédé.

Toutefois je crois devoir, citoyen commissaire, remettre sous vos yeux les faits principaux qu'il importe de consigner dans les procès-verbaux que dresseront les secrétaires des assemblées électorales, sous la direction des présidents de ces assemblées. J'y joindrai quelques éclaircissements et quelques observations nouvelles.

1° Le procès-verbal devra mentionner les noms des président et scrutateurs, et le titre à raison duquel ils remplissent ces fonctions, particulièrement s'ils sont appelés au défaut des personnes désignées par l'article 18 de l'instruction du 8 mars. Il relatera la nomination du secrétaire.

2° L'heure d'ouverture et l'heure de levée de la séance de chacun des jours de la session électorale y seront exactement indiquées.

3° Il en sera de même des pièces qui devront être déposées sur le bureau (instruction du 8 avril, pages 5 et 6).

4° Mention y sera faite que les électeurs ont été introduits et appelés à voter successivement par ordre de commune, sans qu'il soit besoin d'énumérer les noms des communes et l'ordre dans lequel elles ont été appelées. Cependant ce détail peut y être inséré sans inconvénient (1).

5° Il mentionnera également que le rappel a eu lieu, et qu'il a été terminé une heure au moins avant la clôture définitive du scrutin (instruction du 8 mars, art. 28).

6° Le procès-verbal énoncera, lorsque cette circonstance se sera présentée, que des électeurs sont venus isolément déposer leur vote, soit avant, soit après l'appel ou le rappel de leur commune.

7° Il est essentiel d'y mentionner que les bulletins ont été remis entièrement fermés au président, et qu'il s'est assuré que chaque pli ne contenait qu'un seul bulletin (2).

8° Le procès-verbal énoncera, lorsque cette circonstance se sera présentée, que des électeurs sont venus isolément déposer leur vote, soit avant, soit après l'appel ou le rappel de leur commune.

9° Il est essentiel d'y mentionner que les bulletins ont été remis entièrement fermés au président, et qu'il s'est assuré que chaque pli ne contenait qu'un seul bulletin (2).

10° Le procès-verbal énoncera, lorsque cette circonstance se sera présentée, que des électeurs sont venus isolément déposer leur vote, soit avant, soit après l'appel ou le rappel de leur commune.

11° Il est essentiel d'y mentionner que les bulletins ont été remis entièrement fermés au président, et qu'il s'est assuré que chaque pli ne contenait qu'un seul bulletin (2).

12° Le procès-verbal énoncera, lorsque cette circonstance se sera présentée, que des électeurs sont venus isolément déposer leur vote, soit avant, soit après l'appel ou le rappel de leur commune.

13° Il est essentiel d'y mentionner que les bulletins ont été remis entièrement fermés au président, et qu'il s'est assuré que chaque pli ne contenait qu'un seul bulletin (2).

8° Il importe aussi de mentionner qu'un des membres du bureau a constaté le vote de chaque électeur en inscrivant son nom ou son parafé en regard du nom du votant.

9° Le procès-verbal énoncera qu'à la fin de chaque séance la boîte du scrutin a été fermée et scellée, et qu'elle a été déposée dans un local fermé, sous la garde d'un poste de garde nationale, avec des factionnaires aux diverses issues (instruction du 8 avril, page 9).

S'il a été nécessaire de se servir de plusieurs boîtes, chacune d'elles devra être fermée et scellée aussitôt qu'on cessera d'y déposer des bulletins.

Le second ou le troisième jour de la session, le bureau, en commençant la séance, lèvera le scellé de la boîte où les bulletins continueront à être déposés.

10° Le bureau devra inscrire au procès-verbal le nombre des bulletins retirés de la boîte ou des boîtes de scrutin (instruction du 8 mars, art. 29). Ainsi que l'énonce cet article, il sera difficile de rencontrer une parfaite égalité entre ce nombre et celui des votants constaté par l'émargement, attendu qu'il peut arriver que des scrutateurs omettent d'accomplir cette formalité. Il est nécessaire cependant d'adopter beaucoup de soin, tant à l'émargement qu'à la supputation du nombre des bulletins, pour réduire aux moindres limites les différences qui peuvent se présenter.

11° Il convient que les noms des scrutateurs supplémentaires, désignés par le bureau pour le dépouillement des votes, soient insérés au procès-verbal.

12° Si l'indication contenue dans l'instruction du 8 avril, page 15, est suivie, le procès-verbal constatera que les bulletins ont été distribués par compte aux divers groupes de scrutateurs, et remis, dans la même forme et en même nombre, au bureau, après avoir été dépouillés, et que le bureau a constaté cette identité.

13° Le bureau devra consigner, soit dans le procès-verbal lui-même, soit sur une feuille annexée et signée de ses membres, que tel groupe de scrutateurs supplémentaires a remis tel nombre de bulletins ne donnant pas lieu à contestation, et tel nombre de bulletins sur lesquels le bureau a dû statuer.

Ces derniers contiendront presque toujours des noms sur lesquels il n'existera pas de difficulté. Les scrutateurs supplémentaires devront les relever sur les feuilles de dépouillement. Ils ne marqueront donc comme étant à vérifier que les noms sur l'attribution desquels ils ne seraient pas d'accord. (Instruction du 8 avril, pages 15, 13 et 16.) S'il y avait trop peu de place à côté de ce nom pour y inscrire les mots: à vérifier, et les paraphes, ces mentions seraient faites en haut ou en bas du bulletin, ou au verso, avec un renvoi.

14° Le procès-verbal mentionnera la remise au bureau, par les divers groupes de scrutateurs supplémentaires, des feuilles de dépouillement et des bulletins contestés.

15° Il constatera également l'incinération des bulletins qui n'auront pas donné lieu à difficulté, et de ceux sur lesquels le bureau aura statué définitivement.

16° Le bureau relatera le nombre des bulletins qu'il aura eu devoir annexer au procès-verbal, et il indiquera sur ces bulletins, dans la forme énoncée ci-dessus, les attributions qu'il aura données aux inscriptions douteuses.

17° Dans le cas où l'opération du dépouillement serait interrompue le soir pour être reprise le lendemain, les feuilles de dépouillement seraient remises au bureau, qui en ferait le relevé. Ce relevé, ainsi que les feuilles de dépouillement, les bulletins contestés et les bulletins non dépouillés, seraient renfermés, dans des paquets différents, cachetés et numérotés, qui seraient déposés sous clef, avec observation des garanties indiquées dans l'instruction du 8 mars (art. 26), pour les boîtes de scrutin. Les bulletins dépouillés et non contestés seraient brûlés. Mention de ces formalités serait faite au procès-verbal.

18° Il devra aussi constater que des électeurs ont été admis successivement dans la salle pour assister au dépouillement du scrutin. (Instruction du 8 avril, page 14.)

19° Enfin il mentionnera que quatre membres au moins ont toujours été présents au bureau. (Instruction du 8 avril, p. 17.)

20° Le procès-verbal contiendra séparément la mention des suffrages qui, n'ayant pas reçu d'attribution de la part des scrutateurs supplémentaires, auront été comptés par le bureau à tel candidat.

21° Enfin il relatera le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat, tant par suite du dépouillement opéré par les scrutateurs supplémentaires, qu'en vertu des décisions du bureau sur les bulletins douteux.

22° Il importe que tous les suffrages désignant des candidats soient relevés et portés en regard du nom de chacun d'eux. On ne peut en négliger aucun, attendu qu'un citoyen, ayant obtenu très-peu de voix dans un canton ou dans une section de canton, peut en avoir réuni un nombre considérable dans d'autres cantons. Il n'y a lieu de rejeter que les suffrages évidemment dérisoires et ne pouvant s'appliquer à un citoyen français. (Instruction du 8 avril, page 16.)

23° Le procès-verbal devra porter les signatures de tous les membres du bureau.

24° S'il y a plusieurs sections dans le canton, le bureau de chaque assemblée sectionnaire dressera un procès-verbal et le portera au bureau central présidé par le juge de paix. Ce bureau fera le recensement général des votes du canton, qui sera signé par les membres des divers bureaux.

25° Le procès-verbal dressé au chef-lieu du département par le bureau central et départemental des délégués des cantons, constatera la lecture des procès-verbaux des assemblées cantonales et des assemblées d'électeurs militaires et marins du département, et présentera les résultats du recensement général des votes de ces assemblées. On pourra négliger d'y inscrire les votes attribués aux candidats qui n'auront obtenu qu'un très-petit nombre de suffrages. Mais il est important d'y mentionner très-soigneusement, dans l'ordre de suffrages, tous les candidats qui en auront obtenu plus de deux mille, lors même qu'ils ne seraient pas proclamés Représentants du Peuple, comme excédant le contingent assigné au département.

26° Le procès-verbal du recensement général des votes au chef-lieu sera rédigé en deux exemplaires, signés par le président et le secrétaire et par les autres membres du bureau central. Une de ces minutes, accompagnée des réclamations et autres annexes, ainsi que des procès-verbaux des diverses assemblées, me sera adressée immédiatement.

La seconde minute restera déposée aux archives départementales. Vous garderez également aux archives les feuilles d'inscription des votants. Je vous les demanderais dans le cas où l'Assemblée nationale en aurait besoin pour quelque vérification.

Je joins, citoyen commissaire, aux exemplaires que je vous transmets de la présente circulaire, d'autres exemplaires en nombre égal à celui que vous avez reçu de l'instruction du 8 avril, pour être remis aux présidents des assemblées de canton et de section.

Salut et fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur, LEDRU-ROLLIN.

Opinion des Journaux.

Un petit journal, qui se croit le monopole des idées républicaines parce qu'il se l'attribue, s'exprime de la manière suivante au sujet du bruit (controuvé d'ailleurs) qui avait couru hier de l'arrestation de Cabot.

« On a dit tout le jour (ce qui n'est pas, nous voulons le croire) que le chef des communistes aurait été arrêté. Pourquoi donc? parce que le communisme ne plaît pas aux bourgeois? »

A moins que le citoyen Thoré ne soit pas sorti hier de son cabinet, il est inexcusable d'avoir imprimé cela sous la date du 19 avril 1848. — S'il était sorti de chez lui, il aurait constaté que, si le communisme déplaît aux bourgeois, il répugne autant, pour le moins, à ceux qui ne prétendent point à ce nom.

Il aurait vu de quelle façon certaines blouses empoignaient certains messieurs qui prêchaient le communisme, et les conduisaient dans les mairies et à la préfecture. Il aurait entendu ce que criait une légion de Paris qui compte peu de fracs dans ses rangs, — la sixième; — cris, si l'on veut, d'un libéralisme contestable, mais qui montre quelle horreur inspire l'attentat à la propriété érigé en système, de quelque nom scientifique ou économique que ses défenseurs se plaisent à le décorer.

Nous avons entendu dire à l'un de ces hommes qui croient avoir raison parce qu'ils ont toujours le dernier mot, que ces gardes nationaux, dévoués et unanimes pour réprimer le désordre, et, accoutumés au fusil à la main et dans le costume du travail étaient des travailleurs égarés. Mot touchant, qui a l'inconvénient de rappeler un peu trop les passions aveugles, c'est-à-dire le langage d'une minorité déçue!

Une autre erreur non moins fâcheuse que celle de la *Vraie République* est celle que faisait, il y a quelques jours, la *Commune de Paris*, sur un sujet analogue. Voici comment l'*Assemblée nationale* s'exprime à ce sujet:

« Ce privilège de la franchise de port que la révolution de février a créé en faveur de la *Commune de Paris*, nous fait craindre que cette feuille qui paraît très-mal informée, informe très-mal à son tour de nombreux lecteurs dans les départements. Nous les prévenons donc qu'on a trompé la bonne foi de la *Commune de Paris*, en lui racontant que « les « colonnes armées de la garde nationale démocratiques ont parcouru la « ville en criant: A bas les réactionnaires! »

« Il est bien vrai que le parti démagogique, qui serait fort aise de tourner d'un autre côté l'attention publique fixée sur lui-même, pousse d'interminables hélas sur les complots des réactionnaires. Mais Paris a trop de confiance dans notre jeune République et dans le bon sens de ses citoyens, pour croire même à l'existence de ces prétendus réactionnaires. Il sait bien que le danger n'est pas là.

« La *Commune de Paris* prétend que l'on a crié: Vive les Montagnards! A bas les Girondins!

« Nous sommes trop polis pour la démentir, quoiqu'en nous fussions dans les rangs de la garde nationale et que nous n'ayons rien entendu de semblable. Mais nous avons pu apprécier si bien l'esprit de la garde nationale, que, sans l'avoir entendu, nous osons affirmer qu'à ces cris, peut-être poussés par les employés de la *Commune de Paris*, mille autres cris ont répondu: A bas les communistes! A bas les Montagnards! Vivent les Girondins! »

Ce genre d'inexactitudes est autrement plus grave que la *santé magnétique*, attribuée par les journaux conservateurs au roi, quand les journaux de l'opposition le déclaraient en *décépitude*.

### Les candidats du département de la Seine.

(Première liste.)

Ainsi que nous l'avons annoncé hier, nous publions aujourd'hui la première liste des candidats du département de la Seine. Nous prions les autres candidats et toutes les personnes qui auraient des renseignements à nous fournir de vouloir bien nous les faire remettre dans nos bureaux, il nous suffit d'avoir le nom et la profession de chaque candidat.

1	Lamartine.	Petit-Jean.
	Ledru-Rollin.	Restout, couvreur.
	Arago.	A. Thayer.
	Dupont (de l'Eure).	A. Trauson.
	Garnier-Pagès.	60 Langrand.
	Louis Blanc.	Trelat, médecin.
	Albert.	Vavin.
	Flocon.	Guinard.
	Marrast.	Recurt.
10	Crémieux.	Danguy.
	Marie.	E. Cavaignac.
	Carnot.	David d'Angers.
	Lamennais.	Savary, ouvrier.
	Lacordaire.	Courtais.
	Coquerel.	70 Ch. Thomas.
	Général Duvivier.	Pagnerre.
	Ney de la Moskowa.	Degoussé.
	Victor Hugo.	Launette, ouvrier.
	Balzac.	Ph. Le Bas.
20	Alexandre Dumas.	d'Althou-She.
	Eugène Sue.	Barbes.
	Cormenin.	Pierre Leroux.
	Emile Barrault.	Caussidière.
	Victor Considérant.	Dornès.
	Audry de Puyraveau.	80 E. Duclerc.
	Louis Goupy.	Et. Arago.
	Poultier, magistrat.	Cl. Thomas.
	A. Corbon, ouvrier.	Pascal, ouvrier.
	Vellu, id.	Gaumont, id.
30	Mallarmé, id.	Martin Bernard.
	Peupin, id.	Biétry.
	Goetzl, id.	Clary.
	Sobrier, propriétaire.	Dubochet.
	Vée, pharmacien.	Bérard, ouvrier.
	Rostan, docteur.	90 l'abbé Dugueury.
	Barthelemy Saint-Hilaire.	Lambert, imprimeur.
	Andryane.	A. Delaire, ouvrier.
	Jules Bastide.	Laperche.
	Bayard, ouvrier.	Caillaud, ouvrier.
40	Buchez.	Hardouin.
	Mahé de Villeneuve.	L. Duras.
	Richter.	Ribeyrolles.
	Al. Weill.	V. Scholcher.
	Delestre.	Martelet.
	Delmas, élève de l'Ecole polyt.	100 Proudhon.
	Gaignage, ouvrier.	Ch. A. Teste.
	Gaillardin.	Ach. Vaulabelle.
	Demonville.	Oudin.
	Lany, ouvrier.	Bellancourt.
50	Ferd. Lasteyrie.	Béranger.
	Ledreulle, prêtre.	Despreaux (Boileau).
	Leroy, ouvrier.	Edgar Quinet.
	Mazzion, négociant.	Ch. Vaulabelle.
	Melun.	Alph. Karr.
	Perdiguier, ouvrier.	110 Aristide Guilbert.

### FAITS DIVERS.

M. le ministre de l'intérieur et M. le ministre de la justice ont, au nom du Gouvernement provisoire, saisi le procureur général près la cour d'appel de Paris, et le commissaire du Gouvernement près le tribunal de la Seine, de la connaissance de plusieurs faits qui ont eu lieu dans la journée de dimanche dernier, et desquels il paraîtrait résulter qu'un complot avait existé contre le Gouvernement de la République.

Sur l'invitation de M. Portalis, M. Landrin a commencé im-



médiatement des poursuites ; un juge d'instruction a été commis ; tous les citoyens sont invités à donner à la justice tous les renseignements qu'ils jugeraient utiles à la manifestation de la vérité. (Moniteur).

— Une dépêche télégraphique a apporté jeudi soir, à M. le lieutenant-général Géméau, commandant la 5<sup>e</sup> division militaire à Strasbourg, l'ordre de partir immédiatement pour Lyon et de prendre le commandement de la 7<sup>e</sup> division, dont le Lyon est le chef-lieu. Il est provisoirement remplacé à Strasbourg par le général Hatry, qui est le plus ancien général de la 5<sup>e</sup> division.

— L'arrêté qui constitue la garde-marine, dont les premiers nous avions annoncé la création, vient enfin d'être signé. Ce bataillon sera organisé, armé, habillé en moins de quinze jours. Il sera composé, ainsi que nous l'avons dit, des marins des cadres répandus dans le département de la Seine et des marins des ports. C'est le citoyen Lallier, capitaine de la marine, qui est nommé commandant et organisateur de ce bataillon sous les ordres du général Duvivier. Nous avons fait connaître quel est le but de cette création. La population parisienne, le commerce de la navigation surtout seront bientôt à même d'apprécier l'importance et l'utilité des gardes-marine. Aux termes du décret, les officiers de ce corps devront appartenir aux officiers de la marine, et ne seront point nommés à l'élection. Le citoyen Lallier, commandant de ce bataillon, est un des plus braves officiers de notre marine. Il était capitaine au long cours à l'âge de 24 ans, il a reçu la décoration de la Légion d'honneur à la suite d'un acte de courage maritime exécuté dans la Plata en 1842, et reconnu publiquement par des officiers supérieurs des marines anglaise et américaine, passagers à son bord.

— Le général Duvivier a adressé aux bataillons de la garde nationale mobile l'ordre du jour suivant, pour féliciter ces jeunes volontaires sur la conduite qu'ils ont tenue dans la journée du dimanche 16 avril :

« Volontaires de la garde mobile,

« La journée d'hier a été belle pour nous. Elle vous a montré à la population parisienne tout ce que vous êtes : des républicains de cœur, dévoués à défendre la durée de la République, sa garantie morale et la paix de Paris. Dans cette grave circonstance, je suis heureux d'avoir marché à votre tête. Je suis glorieux de vous avoir vus autour de moi, portant encore ces blouses et ces modestes vêtements que vous avez si glorieusement déchirés sur les barricades.

« Le peuple reconnaissait en vous les enfants du peuple, il ne pourra plus se méprendre et nous méconnaître lorsque, dans peu de jours, il vous verra sous un nouvel uniforme que nous aurons à illustrer.

« Volontaires, ayons bon courage, roidissons-nous contre les difficultés, contre les menées des ennemis de la République qui rêvent notre perte. Soyons unis comme des frères, et répétons avec confiance cette parole que je vous ai déjà prononcée :

« Que Dieu garde la République !

« Le général commandant la garde mobile.

DUVIVIER. »

— Les frères d'Abd-el-Kader, qui étaient internés à la Casbah, sont partis pour Toulon, accompagnés de M. Martine, officier attaché à la direction centrale des affaires arabes.

Ces personnages, influents par leur position comme par leur naissance, ont fait leur soumission absolue à la France. Ils n'ont témoigné qu'un désir, celui de se rendre à la Mecque, pour finir leurs jours dans la prière.

— Le cadavre d'un jeune ouvrier de Rouen, qui habitait Lillebonne depuis quelques semaines, et qui faisait partie des délégués des citoyens sous-commissaires spéciaux pour les cantons de Lillebonne et de Bolbec, a été trouvé hier, à une heure de l'après-midi, sur la grande route.

Il avait reçu une vingtaine de coups de couteau.

La justice est partie du Havre, ce matin, à six heures, pour commencer une instruction sur ce crime.

Cet événement déplorable avait été encore exagéré hier, dans la soirée, par la rumeur publique, et on disait que c'était M. le sous-commissaire Lavoirie qui avait été la victime de cet assassinat. Nous rétablissons les faits dans leur exactitude.

— D'après les ordres du ministre de la guerre, le général commandant la 1<sup>re</sup> division militaire a l'honneur de prévenir les généraux qui se trouvent à Paris, qu'ils sont invités à assister à la distribution des drapeaux, qui aura lieu jeudi, 20 avril à neuf heures du matin, à la barrière de l'Etoile.

Le citoyen Guinard, chef d'état-major général de la garde nationale de la Seine, atteint, depuis quinze jours, d'une phlébite à la veine principale de la jambe, ne pourra assister à la revue qui doit avoir lieu jeudi prochain. Les médecins lui ordonnent le repos le plus absolu.

— On écrit de Turin, le 15 courant, que Peschiera a capitulé.

— Le prince et la princesse de Metternich doivent visiter l'Angleterre incognito. Ils ont pris les noms de M. et M<sup>me</sup> Miltigau. (Morning-Post.)

— Un conducteur de chevaux, à l'abreuvoir du Pont-Neuf, a vu ses chevaux entraînés par le courant : la corde qui les retenait, à l'aide de laquelle il cherchait à leur faire reprendre pied, a cassé. Le malheureux s'est mis à la nage ; mais il n'a pu lutter contre la rapidité du fleuve, et bientôt il a disparu. On n'a pu retrouver son corps.

— Une bonne, aujourd'hui, faisait marcher l'enfant qui lui était confié sur le parapet du quai des Tuileries. L'enfant est tombé ; aux cris de l'imprudente, la foule est accourue, mais pour voir un instant l'enfant surnager et bientôt disparaître sans qu'il ait été possible de lui porter aucun secours.

— Parmi les élèves des écoles qui sont venus offrir leur concours et leurs ardeurs sympathiques au Gouvernement provisoire dans la manifestation de dimanche, on a omis de citer les élèves de l'école d'Alfort. C'est une erreur qu'il faut réparer : ces jeunes gens sont venus comme les autres se mettre à la disposition du Gouvernement dès les premiers jours de la révolution, et, dis-

manche dernier, ils se confondaient dans les rangs de cette noble jeunesse, qui n'a cessé de prodiguer son dévouement et son énergie à la République depuis près de deux mois.

— Par décision du ministre de l'instruction publique, le congé accordé aux élèves de l'école normale supérieure est prorogé jusqu'au 29 avril. Mais la rentrée est de rigueur pour le terme fixé. Les cours et conférences reprendront le 1<sup>er</sup> mai.

— Ce soir, entre huit et neuf heures, on a arrêté rue Montorgueil trois garçons boulangers qui voulaient contraindre un de leurs confrères à cesser ses travaux, sous prétexte que cet homme était étranger.

Ce boulanger est né, en effet, hors de France, mais il habite Paris et travaille dans la même maison depuis vingt-deux ans, en outre, il est naturalisé français et a pleinement justifié de cette qualité.

Quand bien même, du reste, cet ouvrier estimable, qui est père de quatre enfants, serait complètement étranger, il y aurait de la barbarie à vouloir le priver de ses moyens d'existence. Nous avons peine à nous expliquer que les vrais ouvriers comprennent si mal la fraternité des peuples et l'hospitalité française.

La police a donc bien fait d'intervenir et de prévenir des violences. De bons conseils pourtant ramènent ces esprits égarés, et les fait renoncer à cet odieux système de proscription contre les étrangers, qui perdrait de réputation notre jeune République.

— Dans le discours prononcé par sir Robert Peel, à la dernière séance de la chambre des communes, on remarque les paroles suivantes :

« Le peuple français peut avoir son opinion. J'ai la mienne, et je crois essentiel pour la paix du monde et la stabilité du gouvernement que l'essai qui se fait actuellement en France se fasse librement et loyalement (Ecoutez !), et qu'il soit complètement à l'abri de toute influence exotique (Ecoutez !). En même temps, je dirai que j'espère que nos classes ouvrières ne seront pas égarées par les doctrines mises en avant en France, au sujet du travail. S'il doit y avoir antagonisme entre les capitaux et le travail, s'il est vrai que tous les travailleurs, sans distinction aucune, doivent avoir le même talent, alors l'expérience de 450 ans nées est perdue, alors il faut brûler les ouvrages de Turgot, de Say et d'Adam Smith.

« Attendons avec calme le résultat de ces épreuves, et, pour Dieu, laissons aux principes sociaux la même liberté d'action qu'aux principes politiques. (Ecoutez !) J'espère que les classes ouvrières, ici, ont trop de bon sens pour se laisser égarer par des déceptions. »

— A la soirée offerte par la société de Dublin à la députation irlandaise revenue de France, M. O'Brien a rendu compte de ses impressions de voyage à Paris.

« J'ai eu la bonne fortune, a-t-il dit, d'être comblé d'attentions par M. Lamartine et les autres membres du Gouvernement provisoire, et je puis vous assurer qu'ils sympathisent complètement avec les sentiments du peuple français en faveur de l'Irlande (Applaudissements). J'ai engagé notre ami Richard O'Gorman à rester à Paris, où il séjournera jusqu'à la fin du procès. Il est bon que nous ayons à Paris quelqu'un qui nous tienne au courant des ressources qui pourront être disponibles en France. (Applaudissements.) Et vous pouvez m'en croire lorsque je vous assure que l'ami O'Gorman ne perdra pas son temps. J'ai eu la bonne fortune, à Paris, de faire connaissance avec plusieurs hommes capables, nés en Irlande, et qui sont maintenant officiers dans la garde nationale de Paris. J'ai fait aussi la connaissance de plusieurs officiers irlandais qui font partie de l'armée française. (Applaudissements.) Quant aux clubs de Paris, il suffisait que je me fisse annoncer comme délégué de l'Irlande, pour être favorablement accueilli.

« La courtoisie anglaise est bien triste comparativement à cette aimable hospitalité, et, pour ma part, je puis dire que j'ai trouvé les garçons bouchers de Belfort bien plus doux, plus aimables, plus magnanimes que les membres de la chambre des communes. Mon ami, M. Meagher, qui était présent à la séance, peut vous dire comment les gentlemen qui se piquent de l'être accueillent les paroles d'un orateur qui leur déplaît. » (Applaudissements.)

— On lit dans le Journal du Havre d'hier :

« Des bruits inquiétants, comme il en circule tous les jours depuis un mois, s'étaient répandus hier soir en ville. On disait qu'une cargaison de fusils avait été clandestinement débarquée sur le rivage de Leure ; qu'un camion, chargé de quatorze caisses d'armes, avait été arrêté par les employés de l'octroi, de concert avec la garde nationale et la police, au passage de la Porte-Neuve. L'administration municipale, ajoutait-on, avait donné les ordres les plus sévères pour rechercher ce qui pouvait exister encore de cette prétendue cargaison, et pour le saisir partout où on le trouverait.

« Explications prises, il s'est trouvé que ces rumeurs, qui reposaient sur un incident vrai, étaient empreintes d'une singulière exagération. Voici ce qui leur avait servi de prétexte. Un armurier de notre ville, qui possède un grand dépôt de fusils, avait pris la précaution, lors des dernières agitations qui se sont produites, de les faire transporter extra-muros. Voyant le calme et l'ordre rétablis, il crut pouvoir, hier soir, les réintégrer dans son magasin.

« Seulement, par excès de prudence, il avait jugé convenable d'entourer cette opération d'un certain mystère, et s'était abstenu même d'en prévenir l'autorité. De là saisie et mise en fourrière du camion qui transportait les caisses.

« Tout s'est bien vite expliqué, et il a été décidé que ces armes, momentanément déposées dans la cour de la mairie, seraient, pour plus de sûreté, transportées à l'Arsenal. »

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

A TOUS LES CITOYENS.

Le Gouvernement provisoire arrête :

Le grand nombre de demandes de naturalisation n'ayant pas permis au ministre de la justice de délivrer à tous ceux dont les demandes ont été accueillies les ampliations des décrets de naturalisation, il a été remis en voyer par le directeur des affaires civiles des lettres attestant que les décrets de naturalisation étaient rendus.

Le Gouvernement provisoire ordonne qu'on se présentant avec deux témoins constatant son identité dans les départements au maire de la commune, à Paris, au maire de l'arrondissement dans lequel il réside depuis six mois, le citoyen porteur de la lettre à lui délivrée par le directeur des affaires civiles sera immédiatement inscrit sur la liste des électeurs.

Si les listes sont closes définitivement, il recevra immédiatement une carte d'électeur avec laquelle il sera admis à voter dans la section qui lui sera indiquée.

Fait en conseil de Gouvernement.

Paris, le 19 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

## RÉVOLUTIONS ÉTRANGÈRES.

### ANGLETERRE.

Dans la séance de la chambre des lords du 18, le marquis de Lansdowne déclare qu'aucune association ne peut être légalement armée en Irlande, sans la sanction du lord lieutenant. Ce dernier a consulté les conseils judiciaires de la couronne sur les sociétés pour le maintien des armes. Des mandats viennent d'être décernés contre toutes les personnes qui se sont affiliées à ces sociétés.

Dans la séance de la chambre des communes, malgré un amendement de M. Hume, qui proposait d'ajourner à six mois la 5<sup>e</sup> lecture du bill de protection, cette lecture a été votée à une majorité de 255 sur 295 membres présents à la séance.

— Le Morning-Advertiser pense que le plus sûr moyen d'avoir l'ancienne charte serait d'établir une ligue de la réforme nationale, comme on avait établi précédemment la ligue contre la loi des céréales.

— En Irlande, l'attention politique est presque exclusivement absorbée par le procès intenté par MM. O'Brien, Meagher et Mitchell. Quelques arrestations ont eu lieu à Dublin.

### AUTRICHE.

L'empereur vient de rendre une ordonnance autorisant le rachat de toutes les charges qui grevent la propriété foncière. Ces charges seront remplacées par une prestation en argent.

Les dames hongroises ont offert à la jeunesse de Vienne un magnifique drapeau, sur lequel on lit ces mots : « Quand nous aurons rompu en commun nos chaînes, alors nous nous en réjurons en commun. »

Le général Radetzky a fait arrêter à Trente les chefs du mouvement républicain.

Le bruit s'est répandu que les ouvriers allemands, venus de Paris, se proposaient de forcer le passage près de Breisack.

### ITALIE.

On dit que l'avant-garde de l'armée autrichienne, désorganisée et mourant de faim, ne dépasse pas 52,000 hommes. On assure que Vérone a donné à Radetzky 500,000 livres autrichiennes, s'obligeant en outre à défrayer les troupes, pendant huit jours.

A Gênes, l'affaire entre les Piémontais et les Autrichiens a été glorieuse pour les premiers. Les Autrichiens ont abandonné sur le champ de bataille sept ou dix pièces de canon ; un régiment, celui d'Ilangoitz, composé en grande partie d'Italiens, a déserté passant aux Piémontais. Connetto, Piadena, Bozzolo et Marenzia sont occupés par les Piémontais.

— Une lettre particulière confirme la prise de la poudrière de Peschiera, et entre autres détails sur ce fait d'armes remarquable qu'elle tient d'un des braves volontaires qui y ont pris part, — rapporte que les Italiens, après s'être emparés de la forteresse, ont été assaillis à leur tour par un nombre supérieur d'Autrichiens. Barriérés dans le château neuf, les volontaires ont avarié les poudres qu'ils ne pouvaient transporter, et ont soutenu une lutte héroïque.

Mais enfin, l'ennemi ayant, au moyen de ses fusées à la congrève, mis le feu au château, les Italiens ont dû se frayer un chemin à la baïonnette pour ne pas être expédiés. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que la perte des deux côtés a été proportionnellement considérable.

### ALLEMAGNE.

On écrit de Manheim que le 15, à midi, la générale a battu dans la ville, et que le premier bourgeois se donne lecture d'un rescrit du ministre, annonçant que la république venait d'être proclamée à Constance, et qu'un gouvernement provisoire y était installé. Le gouvernement prend des mesures pour réprimer les mouvements insurrectionnels et fait marcher des troupes hessoises, wurtembergoises et badoises contre Struve, Hecker et leurs partisans. Tous les bons citoyens sont invités à maintenir l'unité de l'Allemagne et les conquêtes de la liberté.

### DANEMARK.

Les officiers de Schleswig-Holstein qui ont été faits prisonniers seront traduits devant un conseil de guerre. Les Danois ayant repris Eckernförde, il y a eu une escarmouche assez vive aux avant-postes, près de Marienthal.

### ESPAGNE.

On dit que le départ de la famille royale pour Aranjuez est ajourné jusqu'au moment où la garnison de la capitale aura pu être augmentée. On pousse avec vigueur l'organisation des nouveaux bataillons : 25 sur 25 sont prêts.

Le roi va de mieux en mieux. Cependant les quatre médecins ne lui permettent pas de sortir de sa chambre.

Le repos le plus absolu lui est prescrit.

Les ateliers étant fermés aujourd'hui jeudi, le journal ne paraîtra pas demain vendredi.

## BOURSE DE PARIS DU 19 AVRIL.

La rente a eu une très-bonne tenue, il y a même eu au début des affaires un peu de hausse sur la cote d'hier, mais les cours ont ensuite fléchi légèrement.

On s'occupait principalement aujourd'hui de la fête de demain, et l'espérance que cette solennité faisait naître, contribuait beaucoup à maintenir les prix.

Les transactions ont été languissantes sur tous fonds et sur les actions du chemin de fer.

On parlait fort peu du projet d'expropriation des chemins, qui n'était pas ce matin au Moniteur, ainsi qu'on l'avait annoncé à la Bourse d'hier.

On avait reçu de très-mauvaises nouvelles financières d'Allemagne. A Hambourg, une douzaine de maisons de commerce ont suspendu leurs paiements. Vienne et Berlin, les finances de l'État prennent chaque semaine un nouveau degré de gravité.

La rente 5 p. 100 fermée hier à 40 75 a ouvert à 41 50 et a rétrogradé à 40 25, elle reste à 41 75.

La rente 5 p. 100 qui était hier à 61 a fait 61 50 et 62, elle est retombée à 60 25, et elle reste à 61 75.

Les bons du Trésor étaient offerts à 40 et à 39. Les bons échus étaient à 38.

La Banque de France monte d'abord à 1150 ; elle seste à 1145. Les obligations de la ville ont monté de 10 à 970. La vieille montagne était à 1850.

L'emprunt Romain a monté de 4 à 51. — L'emprunt du Piémont, de 55 à 765. — Les Ducats étaient à 48. — L'emprunt Belge de 1840 de 61 1/4 à 61, celui de 1842 à 61 1/4.

Les actions d'Orléans ont varié de 455 à 480. — Rouen, de 515 à 510. — Vierzon, 225 à 227 50. — Le Nord, de 555 à 557 50. — Lyon, de 506 à 512 50. — Strasbourg, 545 à 548 75.

Le rédacteur en chef, Julien LEMER.

IMPRIMERIE SCHNEIDER, RUE D'ERFURTH, 1.